

3. Élevage, sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté

De tous les secteurs de l'économie agricole, l'élevage est celui qui enregistre la plus forte croissance. La hausse constante de la demande en produits laitiers et carnés dans le monde en développement pose la question de savoir comment et par qui cette demande pourra être satisfaite. Certains sous-secteurs, en particulier la production avicole et porcine, ont connu une évolution similaire à celle observée dans les pays développés, où la production est dominée par des unités opérant à grande échelle. Cette tendance, si elle devait s'étendre à l'ensemble du secteur de la production animale, aurait d'importantes répercussions sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Jusqu'ici, la transformation du secteur s'est opérée largement en l'absence de politiques sectorielles spécifiques; il importe de combler cette lacune pour s'assurer que l'élevage contribue au développement équitable et durable.

Malgré les changements structurels rapides intervenus dans certains sous-secteurs, la production animale reste dominée par les petites exploitations dans de nombreux pays en développement. L'élevage peut être une source de revenus, de produits alimentaires de qualité, de combustible, de force de travail (traction), de matériaux de construction et d'engrais, contribuant ainsi aux moyens d'existence des ménages, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. La forte demande en produits alimentaires d'origine animale et les systèmes de transformation et de commercialisation de plus en plus complexes offrent de réelles possibilités de croissance et de réduction de la pauvreté à tous les stades de la filière. Face à ces nouvelles perspectives de commercialisation et de revenus alternatifs, les conditions de la concurrence, les préférences des consommateurs et les normes commerciales évoluent rapidement, ce qui pourrait entamer la capacité des petits agriculteurs

à rester compétitifs. Ces changements doivent par ailleurs être gérés avec prudence pour garantir aux femmes et aux hommes les mêmes opportunités dans un secteur en mutation rapide. Les réformes des politiques, le soutien institutionnel ainsi que les investissements publics et privés sont absolument nécessaires et urgents pour i) aider ces petits exploitants à être compétitifs sur les nouveaux marchés, ii) accompagner ceux qui se désengageront du secteur et, iii) préserver la fonction cruciale que remplit l'élevage pour les ménages les plus vulnérables, en tant que filet de sécurité.

L'augmentation de la productivité agricole est cruciale pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Des décennies de recherche économique ont confirmé les effets positifs de la hausse de la productivité agricole sur les ménages pauvres à trois niveaux: baisse des prix alimentaires pour les consommateurs, hausse des revenus pour les producteurs et effet d'entraînement de la croissance sur l'ensemble de l'économie à mesure que la demande en biens et services augmente (Alston *et al.*, 2000). De tous les secteurs de l'économie, la croissance agricole est celle qui contribue le plus fortement à faire reculer la pauvreté (Thirtle *et al.*, 2001; Datt et Ravallion, 1998; Gallup, Radelet et Warner, 1997; Timmer, 1988). Selon des travaux récents, il semblerait que la croissance du secteur de l'élevage peut également stimuler la croissance de l'ensemble de l'économie (Pica, Pica-Ciamarra et Otte, 2008) et que les petits exploitants ont leur part dans ce phénomène (Delgado, Narrod et Tiongco, 2008). Toutefois, il importe au préalable d'aborder un certain nombre de questions et défis majeurs pour pouvoir exploiter pleinement et inscrire dans la durée le potentiel de l'élevage à promouvoir la croissance et réduire la pauvreté.

Le présent chapitre analyse le rôle de l'élevage sous l'angle de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des hommes et des femmes qui vivent dans la pauvreté. Il traite également du potentiel de ce secteur à devenir un moteur de la croissance, à faire reculer la pauvreté et à promouvoir la sécurité alimentaire à long terme pour les personnes les plus vulnérables. Il détaille les conditions nécessaires pour que les petits exploitants puissent s'appuyer sur l'élevage pour s'extraire de la pauvreté.

Les politiques visant ce secteur doivent prendre en compte les disparités entre les producteurs en termes de capacité à intégrer des filières industrialisées modernes, capacité qui est souvent déterminée par les questions de parité entre les sexes et autres facteurs socioculturels; elles doivent aussi reconnaître la fonction cruciale que remplit l'élevage pour de nombreux petits agriculteurs en tant que filet de sécurité.

Élevage et moyens d'existence

L'élevage est un moyen d'existence essentiel pour les plus pauvres. Il fait partie intégrante des systèmes de production mixtes, en contribuant à l'augmentation de la productivité sur la ferme et en assurant une source stable d'aliments et de revenus pour les ménages. Toutefois, son rôle et sa contribution dans les pays en développement

s'étendent très au-delà de la production animale destinée à la vente ou à la consommation directe.

L'élevage remplit d'autres fonctions tout aussi importantes: il est source d'emplois pour l'agriculteur et les membres de sa famille (Sansoucy, 1995); un moyen de thésaurisation (CAST, 2001); et une forme d'assurance (Fafchamps et Gavian, 1997); il favorise l'égalité entre les sexes en créant des opportunités pour les femmes; il permet le recyclage des déchets et résidus de récolte ou de l'agro-industrie (Ke, 1998; Steinfeld, 1998); il contribue à l'amélioration de la structure et de la fertilité des sols (de Wit, van de Meer et Nell, 1997); et il participe à la lutte contre les ravageurs (Pelant *et al.*, 1999).

Les déchets de l'élevage peuvent aussi servir de source d'énergie pour la préparation des aliments et à ce titre contribuer à la sécurité alimentaire. Les résidus de l'élevage peuvent aussi servir comme source d'énergie pour cuisiner, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. L'élevage a aussi une dimension culturelle: la possession de bétail peut être à la base de rites religieux (Horowitz, 2001; Ashdown, 1992; Harris, 1978) ou refléter le statut social de l'agriculteur (Birner, 1999). Les fonctions non marchandes de l'élevage peuvent varier d'une région à l'autre dans un même pays, et bien entendu d'un pays à l'autre. Elles sont aussi susceptibles d'évoluer avec le temps, en fonction de la situation économique des éleveurs.

TABLEAU 10

Nombre et emplacement des éleveurs pauvres par catégorie et zone agro-écologique

ZONE AGRO-ÉCOLOGIQUE	CATÉGORIE D'ÉLEVEURS		
	Pasteurs pratiquant un système extensif	Fermiers pauvres pratiquant un système mixte pluvial	Éleveurs sans-terre ¹
	(Millions)		
Aride ou semi-aride	87	336	ns
Tempérée (y compris les régions montagneuses tropicales)	107	158	107
Humide, subhumide et subtropicale	ns	192	ns

¹ Personnes dans les ménages sans terre qui gardent le bétail: système de production non industriel sans terre.

Note: ns = non significatif

Source: Livestock in Development, 1999.

TABLEAU 11

Pourcentage des ménages ruraux possédant du bétail, part des revenus provenant du bétail et nombre de bêtes par ménage par pays

PAYS ET ANNÉE	PART DES MÉNAGES RURAUX POSSÉDANT DU BÉTAIL	PART DES REVENUS ISSUE DU BÉTAIL ¹	PART DE LA PRODUCTION ANIMALE VENDUE	NOMBRE DE BÊTES DÉTENUES PAR LES MÉNAGES RURAUX ¹
	(Pourcentage)			(UBT ²)
Afrique				
Ghana (1998)	50	4,4	23	0,7
Madagascar (1993)	77	13,2	47	1,6
Malawi (2004)	63	9,4	9	0,3
Nigéria (2004)	46	4,3	27	0,7
Asie				
Bangladesh (2000)	62	6,8	28	0,5
Népal (1996)	88	17,7	41	1,7
Pakistan (2001)	47	11,4	nd	nd
Viet Nam (1998)	82	14,8	62	1,1
Europe orientale				
Albanie (2005)	84	23,3	59	1,5
Bulgarie (2001)	72	12,0	4	0,5
Amérique latine				
Équateur (1995)	84	3,4	27	2,8
Guatemala (2000)	70	2,6	18	0,9
Nicaragua (2001)	55	14,3	14	2,1
Panama (2003)	61	2,0	17	2,0
Moyenne des pays ci-dessus³	60	9,8	35	0,8

¹ Comprend tous les ménages ruraux dans les échantillons, qu'ils possèdent des bêtes ou non.

² Le nombre de bêtes est comptabilisé à l'aide de l'unité de bétail tropical (UBT), qui est l'équivalent d'un animal de 250 kg. Cette échelle varie selon les régions. Par exemple, en Amérique du Sud, l'échelle est comme suit: 1 bovin = 0,7 UBT, 1 cochon = 0,2, 1 mouton = 0,1, et 1 poulet = 0,01.

³ Moyenne pondérée totale par population rurale.

Note: nd = non disponible.

Source: FAO, 2009a.

Le nombre de pauvres dont les moyens d'existence reposent sur l'élevage n'est pas connu avec certitude, mais l'estimation la plus fréquemment avancée fait état de 987 millions (Livestock in Development, 1999), soit environ 70 pour cent des êtres humains vivant dans une «pauvreté extrême»² dont le nombre est estimé à 1,4 milliard. Le tableau 10 détaille cette estimation, ventilée par zone agroécologique et par type de système de production. La

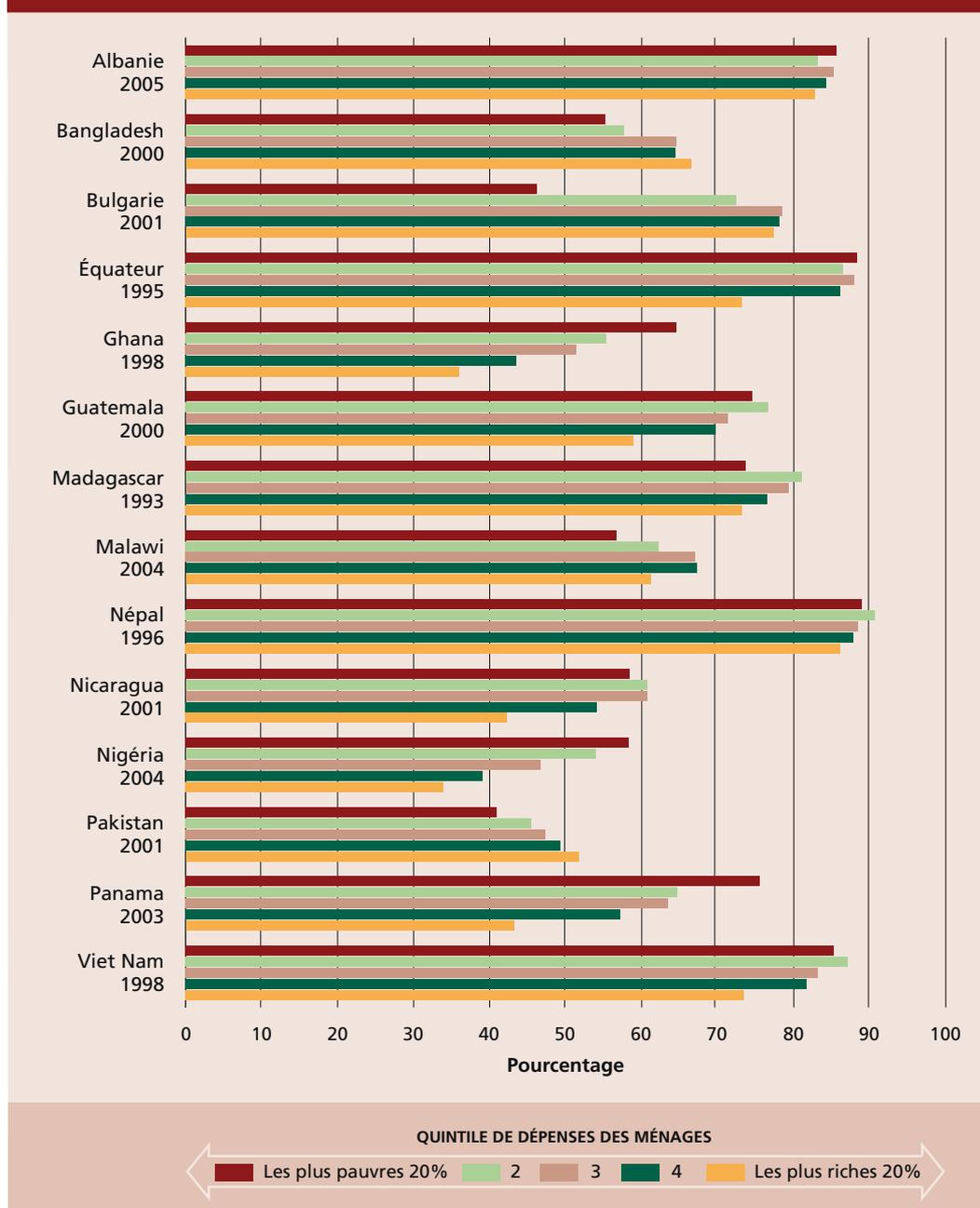
base de données de la FAO sur les activités rurales génératrices de revenus (RIGA) (FAO, 2009a), qui recueille les données issues d'enquêtes sur les ménages représentatives à l'échelle nationale et provenant de 14 pays, indique que 60 pour cent des ménages ruraux possèdent du bétail (tableau 11).

Les données correspondant aux 14 pays RIGA sont présentées par quintile de dépenses figures 11-14. La possession de bétail concerne toutes les tranches de revenus chez les ménages ruraux (figure 11). Dans un tiers environ des pays de l'échantillon, les ménages plus pauvres pratiquent l'élevage davantage que les ménages plus aisés. Malgré l'absence de relation établie entre niveau de revenu et

² Définies comme celles dont la consommation est inférieure à 1,25 USD par personne et par jour, mesurée en parité de pouvoir d'achat par rapport à 2005, année de référence.

FIGURE 11

Pourcentage des ménages ruraux possédant du bétail, par quintiles de dépenses



Source: FAO, 2009a.

élevage, il apparaît clairement que dans tous les pays, même les ménages les plus pauvres possèdent du bétail.

La part de l'élevage dans les revenus des ménages varie selon les pays et les niveaux de revenus (figure 12). Inférieure à 5 pour cent pour un grand nombre de ménages, elle atteint plus de 45 pour cent pour les ménages ayant un revenu moyen au

Malawi. Même s'il n'existe pas de tendance systématique, dans plusieurs pays les personnes pauvres tirent de l'élevage une part plus importante de leur revenu que les ménages plus aisés.

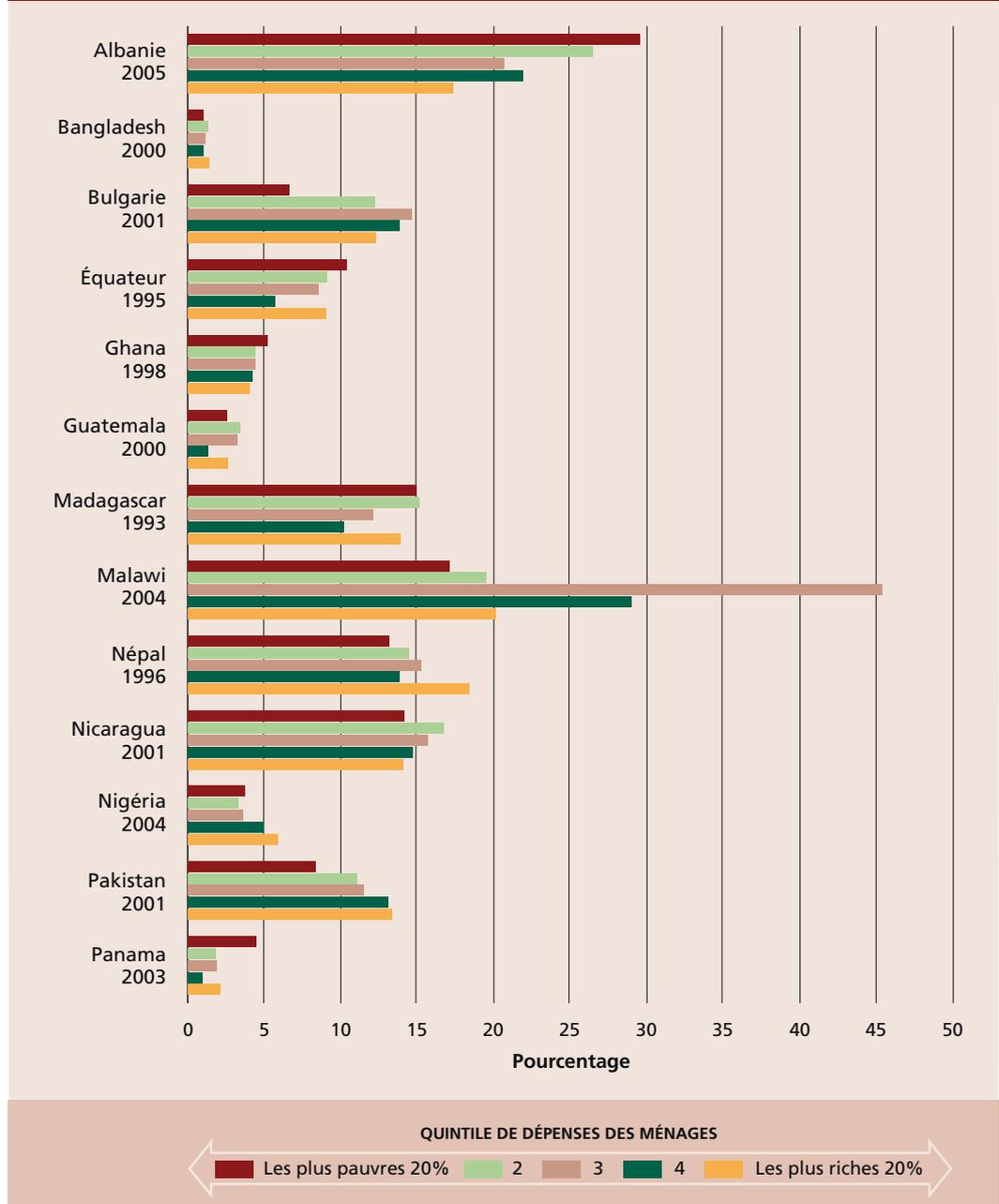
Bien que la plupart des ménages ruraux de l'échantillon RIGA élèvent du bétail, la taille moyenne de leur cheptel reste faible, entre 0,3 unité de bétail tropical (UBT) au

Malawi jusqu'à 2,8 en Équateur. La taille des troupeaux tend à être plus faible dans les pays d'Afrique et d'Asie, et à augmenter dans les pays d'Amérique latine (figure 13). En outre, bien que la proportion de ménages possédant du bétail ne semble pas clairement liée au niveau de revenus, la taille moyenne des cheptels semble augmenter en proportion de la richesse dans 8 des 14 pays.

La part de la production animale destinée à la vente, en termes de valeur, varie fortement selon les pays de l'échantillon, mais pas entre les quintiles de dépenses (figure 14). Il ne semble pas exister de corrélation entre le niveau de revenu et la part de la production animale destinée à la vente. Dans plusieurs cas, cette dernière est plus faible pour les quintiles de dépenses

FIGURE 12

Part des revenus de l'élevage au sein des ménages ruraux, par quintile de dépenses



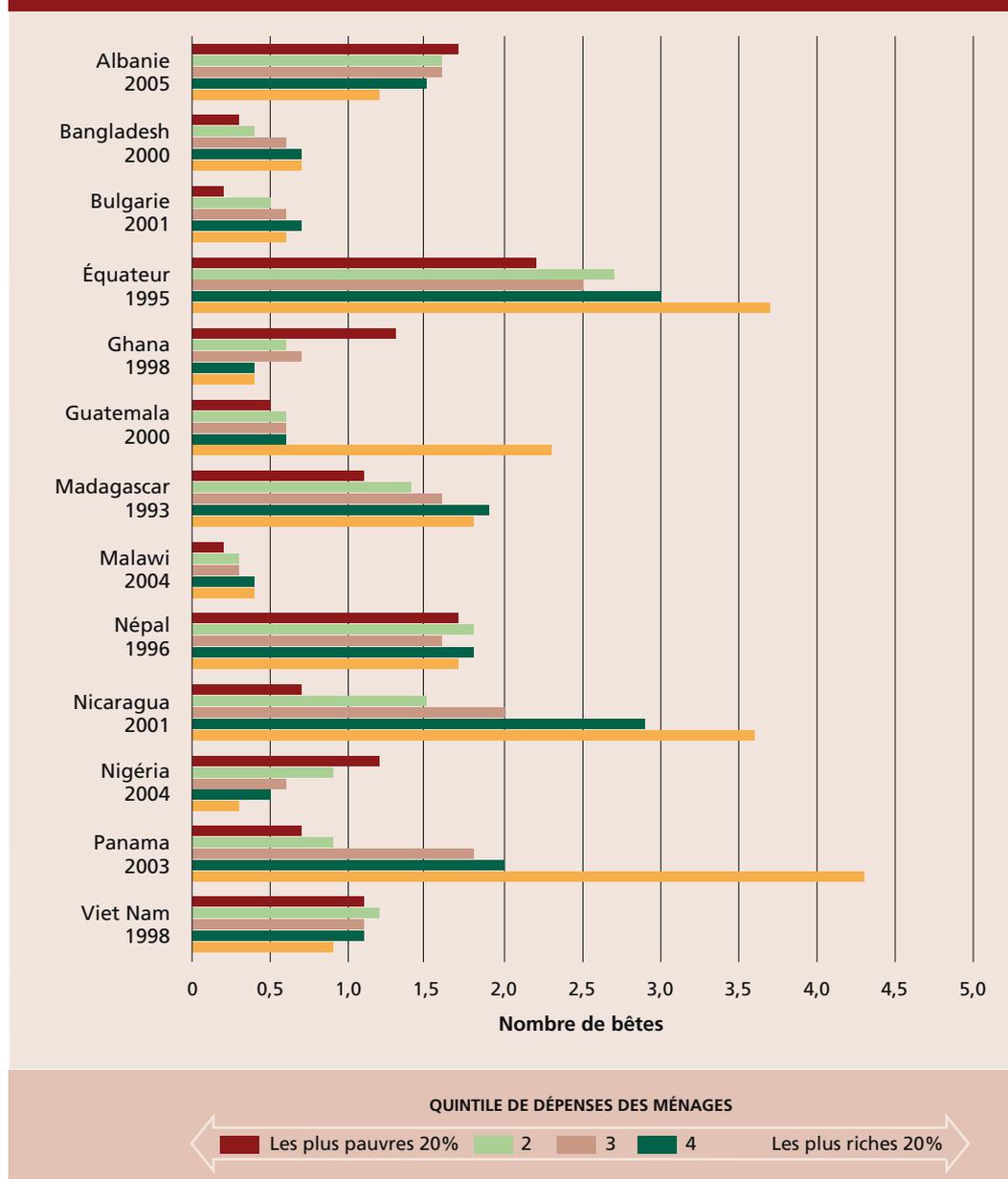
Source: FAO, 2009a.

inférieurs par rapport aux quintiles de dépenses supérieurs, ce qui tendrait à indiquer que le bétail est destiné à une consommation personnelle dans le cas des ménages moins favorisés, alors qu'il représente une source de revenu monétaire pour les ménages plus aisés. Cependant, cette tendance n'est pas homogène, plusieurs pays présentant des situations différentes.

Dans tous les pays considérés, les hommes sont plus nombreux que les femmes à posséder du bétail, et les ménages ayant à leur tête un homme ont plus de bétail que ceux dirigés par une femme. Cela est particulièrement vrai dans le cas des grands animaux (bovins, buffles). Les disparités au niveau de la taille des troupeaux sont particulièrement accusées au Bangladesh,

FIGURE 13

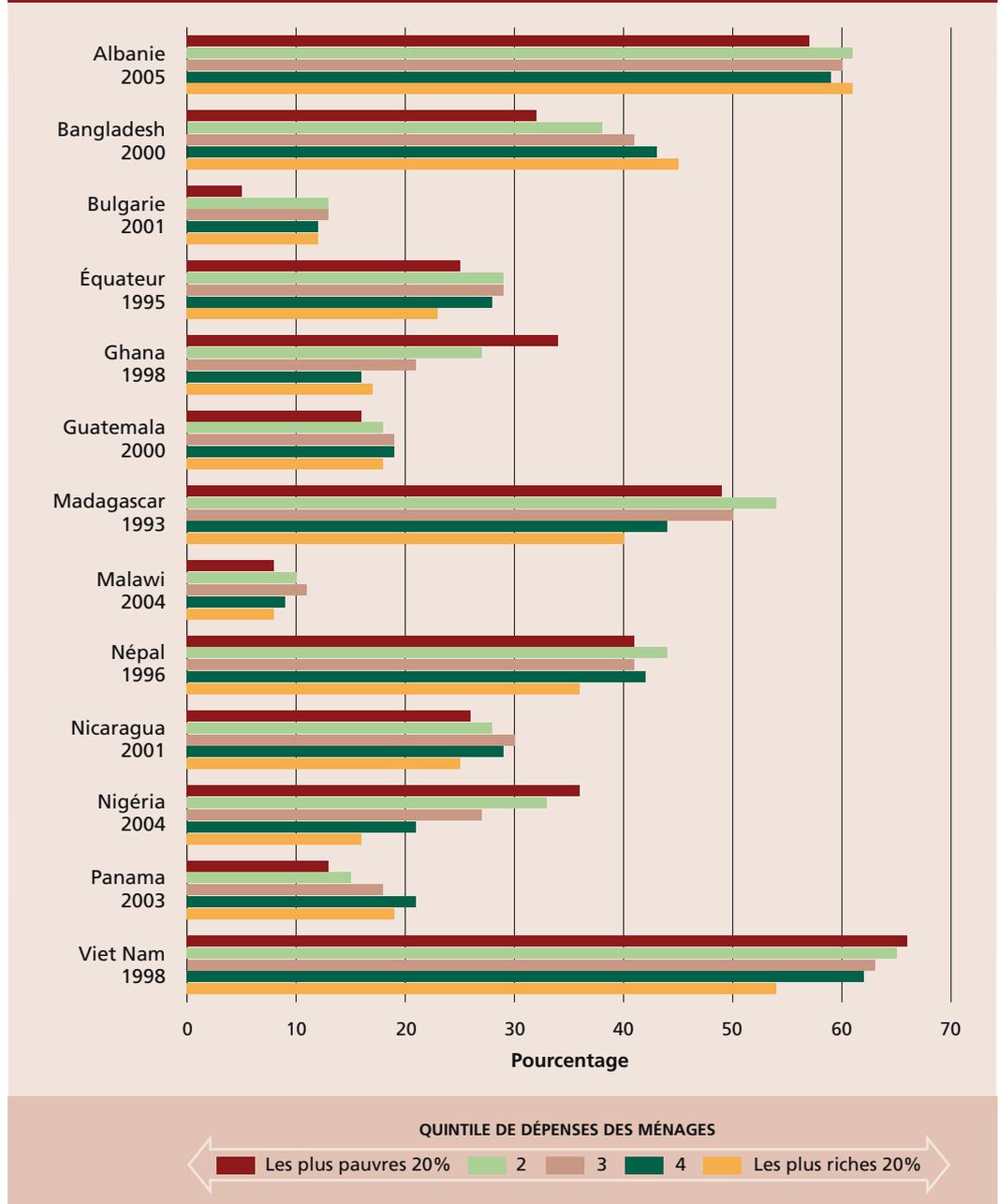
Nombre de bêtes détenues par les ménages ruraux, par quintiles de dépenses



Note: Le nombre de bêtes est calculé à l'aide de l'unité de bétail tropical (UBT) qui est l'équivalent d'un animal de 250 kg. Cette échelle varie selon les régions. Par exemple, en Amérique du Sud, l'échelle est comme suit: 1 bovin = 0,7 UBT, 1 cochon = 0,2, 1 mouton = 0,1, et 1 poulet = 0,01.

FIGURE 14

Pourcentage de la production totale de bétail des ménages ruraux qui est vendu, par quintile de dépenses



Source: FAO, 2009a.

au Ghana, à Madagascar et au Nigéria, pays dans lesquels les ménages ayant un homme à leur tête possèdent trois fois plus de bétail que les ménages dirigés par une femme (Anríquez, à paraître). Toutefois, dans le cas des petits animaux, volailles en particulier, les femmes jouent un rôle beaucoup plus important. Une grande part

de la production avicole en Asie relève de l'élevage domestique, et ce sont surtout les femmes qui possèdent et élèvent des volailles. En Indonésie, la production industrielle représente 3,5 pour cent de la production avicole, contre 64,3 pour cent en basse-cour. L'élevage domestique contrôlé par les femmes est aussi important

au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam (FAO, 2004b). Dans de nombreux autres pays et régions, les femmes possèdent des volailles, en nombre parfois supérieur à celles détenues par les hommes, et contrairement à d'autres productions, sont libres de disposer des volailles qu'elles élèvent sans consulter un homme. Le fait que les femmes soient responsables de la production avicole dans ces régions a des implications également pour les programmes de lutte contre la grippe aviaire.

Les données provenant de la base RIGA confirment de manière générale les observations antérieures. Delgado *et al.* (1999) ont analysé 16 pays différents pour comparer la dépendance au revenu tiré de l'élevage des ménages «très pauvres» et «moins pauvres». Ils ont observé que la majorité des ménages ruraux pauvres dépend dans une certaine mesure de l'élevage, mais que les «moins pauvres» dépendent plus fortement des revenus tirés de l'élevage que les «très pauvres». À l'inverse, Quisumbing *et al.* (1995) ont constaté que, dans de nombreux cas, les pauvres tirent de l'élevage une part plus importante de leur revenu que les riches parce qu'ils peuvent utiliser pour la pâture des terres communales, et bénéficier ainsi de coûts de production faibles.

Élevage et sécurité alimentaire

La dénutrition demeure un problème majeur dans de nombreux pays en développement. Les dernières statistiques de la FAO (FAO, 2009c) indiquent que près d'un milliard d'êtres humains dans le monde souffrent de sous-alimentation. La sécurité alimentaire se définit comme l'accès de tous les êtres humains, à tout moment, à une alimentation sûre, nutritive et suffisante leur permettant de mener une vie saine et active. Le secteur de l'élevage est crucial pour la sécurité alimentaire, non seulement pour les petits agriculteurs en milieu rural qui dépendent directement de l'élevage pour leur alimentation et leurs revenus, mais aussi pour les consommateurs urbains, qui bénéficient de denrées d'origine animale de qualité à un prix abordable. L'élevage joue un rôle important dans la sécurité alimentaire sous

ses quatre dimensions: disponibilité, accès, stabilité et utilisation.

La **disponibilité** renvoie à la disponibilité physique de denrées alimentaires en quantité suffisante en un lieu donné. Les denrées sont disponibles grâce à la production domestique, aux marchés locaux et aux importations. L'**accès** recouvre la capacité des individus à acquérir des aliments. En effet, même si l'approvisionnement physique en produits alimentaires est assuré dans une région donnée, ces produits ne sont pas nécessairement accessibles si leur prix est trop élevé ou si le pouvoir d'achat des populations locales est insuffisant. L'élevage domestique et l'élevage extensif à l'herbe, qui reposent sur l'utilisation des déchets et des terres impropres à la culture, contribuent indiscutablement à la disponibilité alimentaire. Les systèmes d'élevage intensifs décrits au Chapitre 2 sont une source importante de produits carnés abordables pour les consommateurs urbains. Grâce à une utilisation rationnelle des ressources, ils assurent une offre de produits alimentaires abondants et à faible coût, contribuant ainsi à la disponibilité des denrées et à leur accès. Ils sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important à l'avenir, sachant que la demande en produits de l'élevage continuera de croître dans les années qui viennent. Dans le même temps, la hausse rapide de la demande en produits carnés signifie qu'un tiers de l'ensemble des terres cultivées est aujourd'hui consacré à la production fourragère. Toutes choses étant égales par ailleurs, ce conflit d'usage sur des terres traditionnellement affectées à d'autres cultures est responsable de la hausse des prix des produits alimentaires de base et pourrait avoir des effets négatifs sur l'accès aux denrées. Ce sujet fait l'objet de l'encadré 4.

La plupart des ménages ruraux, y compris les très pauvres, élèvent du bétail. L'élevage contribue directement à la disponibilité alimentaire et à l'accès des petits exploitants à l'alimentation, souvent par des mécanismes complexes. Les petits agriculteurs consomment parfois directement leur production mais choisissent le plus souvent de vendre leurs œufs ou leur lait à haute valeur ajoutée, pour pouvoir acheter des produits de base d'un moindre coût. La contribution indirecte de l'élevage à la sécurité alimentaire à travers

ENCADRÉ 4

Alimentation humaine et animale: les animaux d'élevage réduisent-ils les disponibilités alimentaires pour la consommation humaine?

Il n'est pas rare d'entendre qu'il suffirait, pour remédier à la pénurie d'aliments qui frappe les pauvres et les sous-alimentés, de réduire la demande d'aliments fourragers. En réalité la relation entre demande en aliments pour animaux et sécurité alimentaire est complexe et comporte des aspects à la fois matériels et économiques.

Chaque année, le bétail consomme 77 millions de tonnes de protéines contenues dans des aliments fourragers qui sont potentiellement aptes à la consommation humaine, alors que les produits destinés à la consommation humaine et issus de l'élevage n'en fournissent que 58 millions. (Steinfeld et al., 2006). En termes d'apport énergétique alimentaire la perte relative est beaucoup plus importante. Elle résulte, certes, de la tendance récente à utiliser des aliments contenant davantage de produits concentrés pour nourrir les animaux, mais il ne faut pas tomber dans des simplifications excessives ni oublier que les protéines d'origine animale sont d'une qualité plus élevée que celle des protéines fourragères dont se nourrissent les animaux.

Du point de vue économique, il faut savoir que la faim et l'insécurité alimentaire ne découlent pas en général d'une limitation de l'offre mais plutôt d'une défaillance de la demande en raison d'un pouvoir d'achat insuffisant. Si par hypothèse le secteur de l'élevage ne faisait

pas concurrence aux êtres humains pour l'alimentation, les excédents de céréales ne seraient pas pour autant disponibles pour l'alimentation humaine; au contraire, par effet de la demande réduite, une grande partie de ces quantités ne seraient pas produites. Toutefois, si à l'heure actuelle les besoins alimentaires des animaux d'élevage ne concurrencent pas directement ceux des sous-alimentés, ils contribuent à faire monter la demande globale, et par conséquent les prix, des cultures et des intrants agricoles. Ce phénomène, qui favorise plutôt les producteurs nets, pénalise les consommateurs nets (des villes comme des zones rurales).

Un aspect important souvent ignoré est que les produits fourragers destinés à l'élevage jouent en faveur des objectifs de la sécurité alimentaire, en tant que mécanisme régulateur des marchés nationaux et internationaux, utile en cas de pénurie alimentaire. Lors des précédentes crises mondiales des prix en 1974/75 et 1981/82, les approvisionnements céréaliers ont chuté de manière considérable. Le secteur de l'élevage, moyennant la contraction de l'offre en produits fourragers ou le passage à d'autres sources d'approvisionnement, a exercé une fonction régulatrice efficace, faisant baisser la demande de céréales. Un effet tampon similaire a été observé lors de la récente crise alimentaire en 2007 et 2008.

l'élévation des revenus et la réduction de la pauvreté est centrale pour les efforts de développement global. Il est par ailleurs essentiel de prendre en compte les différences entre les hommes et les femmes en termes d'opportunités d'emploi et de contraintes associées à l'élevage dans le calcul de la contribution économique de l'élevage pour les ménages individuels. La vente des produits de l'élevage permet aux familles disposant de faibles ressources d'augmenter leur revenu, mais ne se traduit

pas nécessairement par une meilleure nutrition, selon que ce sont les hommes ou les femmes qui ont la maîtrise du revenu ainsi généré. La nutrition se trouve améliorée uniquement lorsque la hausse du revenu entraîne une alimentation plus diversifiée. À long terme, il existe une corrélation vérifiée entre hausse du revenu et amélioration de la nutrition, mais à court terme une intervention des pouvoirs publics peut s'avérer nécessaire pour promouvoir une augmentation de la part des produits

d'origine animale dans l'alimentation des pauvres.

La **stabilité** est la troisième dimension de la sécurité alimentaire. L'élevage contribue à la stabilité de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en ce qu'il constitue un actif, un moyen de thésaurisation et un filet de sécurité. Le bétail peut servir de garantie pour l'obtention d'un crédit, il peut être vendu pour augmenter un revenu ou directement consommé en période de crise, amortissant ainsi les chocs externes liés par exemple à la blessure ou à la maladie d'un membre productif de la famille. Le bétail représente aussi une force de travail, une source d'engrais et un instrument de lutte contre les ravageurs dans le cas des systèmes mixtes d'exploitation, contribuant ainsi à la productivité globale de l'exploitation et donc à la sécurité alimentaire.

La quatrième dimension de la sécurité alimentaire – l'**utilisation** – est particulièrement importante dans le cas des produits de l'élevage et des aliments d'origine animale. La recherche confirme que ces produits sont une excellente source de protéines de haute qualité et de micronutriments essentiels tels que la vitamine B et des oligo-éléments hautement biodisponibles³ tels que le fer et le zinc. Cette «biodisponibilité» revêt une importance particulière pour les mères et les jeunes enfants, qui ont du mal à trouver dans une alimentation d'origine végétale les micronutriments qui leur sont nécessaires. La consommation en petites quantités de produits d'origine animale apporte les éléments nutritifs essentiels nécessaires à la santé maternelle et au bon développement physique et mental des jeunes enfants.

Élevage et nutrition

L'incidence négative d'une mauvaise nutrition sur la croissance et le développement mental des enfants est bien documentée et inclut notamment les retards de croissance et le risque accru de maladies infectieuses, de morbidité et de mortalité. À terme, la dénutrition entrave le développement cognitif et les résultats scolaires. La dénutrition est non seulement inacceptable d'un point de vue moral,

mais elle s'accompagne également d'un prix économique élevé: chez l'adulte, elle réduit la productivité et la performance au travail, elle limite le développement du capital humain et entrave le potentiel de croissance économique des pays (FAO, 2004a). La dénutrition peut aussi accroître la vulnérabilité des femmes, des hommes et des enfants à des infections comme le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA.

Les produits d'origine animale apportent des protéines de haute qualité et divers micronutriments qu'il est difficile de trouver en quantité suffisante dans des aliments d'origine exclusivement végétale. Même si des minéraux essentiels comme le zinc et le fer sont aussi présents dans les céréales, ils ont une faible biodisponibilité dans les aliments d'origine végétale en raison de la présence d'inhibiteurs de l'absorption comme les phytates; ils ont une meilleure biodisponibilité dans les produits d'origine animale.

La vitamine A, la vitamine B₁₂, la riboflavine, le calcium, le fer et le zinc sont six éléments nutritifs peu présents dans une alimentation essentiellement végétarienne et fournis par les produits d'origine animale. Les problèmes de santé associés à des carences de ces nutriments incluent l'anémie, les retards de croissance, l'altération de la vision et la cécité, le rachitisme, les altérations des performances cognitives et le risque accru de morbidité et de mortalité liées aux maladies infectieuses, en particulier chez le nourrisson et l'enfant. Les produits d'origine animale sont une source particulièrement riche de ces six nutriments, et leur consommation en quantité relativement faible, conjuguée à une alimentation végétarienne, peut améliorer notablement l'état nutritionnel.

La haute teneur en nutriments des produits d'origine animale offre par ailleurs un avantage particulier dans le cadre des interventions alimentaires ciblant des groupes vulnérables comme les nourrissons, les enfants et les personnes atteintes du VIH/SIDA, qui peuvent avoir des difficultés à ingérer les grandes quantités de nourriture nécessaires pour répondre à leurs besoins nutritionnels.

Les données disponibles indiquent que, dans les pays les plus pauvres, où les carences en micronutriments sont les plus répandues, une augmentation modérée

³ La biodisponibilité se dit de l'absorption et de l'utilisation d'un nutriment par l'organisme.

de la consommation de produits d'origine animale permettrait d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation et l'état de santé des populations. Le Programme de soutien à la recherche collaborative en nutrition fait état d'étroites relations entre la consommation de produits d'origine animale d'une part et l'amélioration du développement, des fonctions cognitives et de l'activité physique chez les enfants, l'augmentation du nombre des naissances menées à terme et la diminution de la morbidité liée à la maladie d'autre part, à l'issue de trois études d'observation longitudinales parallèles menées dans des régions du monde écologiquement et culturellement différentes, à savoir l'Égypte, le Kenya et le Mexique (Neumann *et al.*, 2003). Ces relations restaient positives même après correction de facteurs tels que le statut socioéconomique, la morbidité, le niveau d'alphabétisation des parents et la situation nutritionnelle.

Un meilleur accès aux aliments d'origine animale à travers la promotion de l'élevage, conjuguée à une éducation à la nutrition, apparaît donc comme un moyen d'action stratégique pour échapper à l'engrenage de la pauvreté, des carences en micronutriments et de la malnutrition (Demment, Young et Sensenig, 2003). Bien que peu nombreuses, les analyses portant sur les interventions publiques en matière d'élevage et leur contribution à l'amélioration de la nutrition et au recul de la pauvreté montrent que l'élevage peut jouer un rôle important au service de la nutrition et de la santé humaine et de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement (Randolph *et al.*, 2007). Ces actions doivent être sexospécifiques pour s'assurer de cibler efficacement les groupes vulnérables et menacés par l'insécurité alimentaire. L'encadré 5 présente l'exemple d'un projet de développement d'un élevage de chèvres laitières en Éthiopie, qui a permis d'améliorer significativement l'accès des ménages pauvres à des produits alimentaires d'origine animale.

Des arguments forts plaident donc en faveur de la promotion de l'élevage dans les pays en développement pour améliorer la nutrition et la santé, mais il importe aussi de reconnaître que la consommation très élevée de produits carnés peut avoir une

incidence négative sur la santé, du type obésité et maladies chroniques associées, notamment maladies cardiaques et diabète (OMS/FAO, 2003). Dans une étude récente sur les liens entre l'alimentation, la nutrition, l'activité physique et le cancer, réalisée sous la direction du World Cancer Research Fund et de l'American Institute for Cancer Research, un groupe d'experts international a jugé «convaincants» les faits tendant à prouver que les viandes rouges (transformées ou non) étaient à l'origine de cancers colorectaux (les viandes rouges désignant les viandes de bovins, porcins, ovins et caprins d'élevage). Des données, limitées, tendaient à indiquer qu'il y aurait une corrélation entre la consommation de poisson et d'aliments contenant de la vitamine D (présente surtout dans les aliments enrichis et dans les aliments d'origine animale) et la diminution du risque de cancer colorectal. Toutefois le groupe d'experts a estimé que le lait est une protection contre le cancer colorectal. Le groupe d'experts a également noté qu'il y avait quelques indications selon lesquelles les viandes rouges et les viandes transformées seraient à l'origine d'autres cancers (WCRF/AICR, 2007, p. 116, 129).

Une «transition nutritionnelle» est en cours dans les pays à forte croissance du monde en développement (Popkin, 1994). Du fait du changement rapide d'alimentation et de la diminution de l'activité physique, une nouvelle forme de malnutrition (l'obésité) se substitue à une autre (la dénutrition). Une consommation croissante de produits d'origine animale à teneur élevée en matières grasses est l'un des principaux facteurs déterminants. Sur la base d'une étude effectuée en Chine sur des adultes, Popkin et Du (2003) ont montré qu'il existait un lien entre la consommation croissante de matières grasses issue d'aliments d'origine animale et la structure de morbidité. Parfois ces changements diététiques surviennent avec une rapidité telle que les deux formes de malnutrition coexistent au sein d'une même population. Ce phénomène a été désigné par l'expression «double fardeau de la malnutrition» (Kennedy, Nantel et Shetty, 2004).

En 2000, le nombre de personnes en surcharge pondérale était approximativement égal à celui des

ENCADRÉ 5

Le projet de développement des caprins à vocation laitière en Éthiopie

Food and Agricultural Research Management (FARM)-Africa est une organisation non gouvernementale internationale, spécialisée dans la gestion de la recherche alimentaire et agricole, qui s'efforce de réduire la pauvreté en favorisant l'amélioration durable des conditions de vie des agriculteurs et des éleveurs en Afrique, grâce à une gestion plus efficace de leurs ressources naturelles renouvelables. Le projet de développement des caprins à vocation laitière a été lancé en Éthiopie afin d'améliorer le bien-être des ménages en encourageant à la fois la création de revenus et la consommation de lait. Le projet visait en particulier l'accroissement de la productivité des chèvres locales, dont les troupeaux sont gérés par les femmes, grâce à des techniques d'élevage améliorées alliées à l'amélioration génétique.

Avant la mise en œuvre du projet de développement caprin, 21 pour cent des ménages bénéficiaires n'avaient pas accès au lait; 67 pour cent d'entre eux achetaient du lait occasionnellement pendant environ un trimestre par an. Quarante-deux pour cent des ménages interrogés consommaient de la viande, pour une quantité moyenne de 1,3 kg par an et par personne. Les 58 pour cent de ménages restants ne consommaient jamais de viande. Après le projet, chaque ménage

effectuait deux traites par jour, obtenant en moyenne 75 litres de lait de chèvre par an. La consommation individuelle moyenne était passée à 15 litres/personne et par an. En outre, les ménages se réservaient chacun entre 50 et 100 kg de céréales de plus qu'avant, au lieu de les vendre pour acheter du lait.

Une intervention similaire de FARM-Africa dans une autre région d'Éthiopie a augmenté la disponibilité de lait par personne de 109 pour cent, l'apport énergétique d'origine animale de 39 pour cent et en lipides de 63 pour cent. La proportion de protéines animales a atteint 20 pour cent. Pendant l'étude d'une durée de trois ans, 67 ménages (soit 63 pour cent) ont tué 77 chèvres. La quantité de viande obtenue s'est élevée en moyenne à 575 g par personne et par an. L'étude a conclu que la possibilité offerte aux ménages de ruraux pauvres de posséder et de gérer un cheptel de petits ruminants, tels que des chèvres laitières, influait directement sur leurs chances de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la dénutrition tout en améliorant fortement l'accès aux aliments d'origine animale ainsi que les taux de consommation de ces produits.

Source: Ayele et Peacock, 2003.

personnes sous-alimentées (Gardner et Halwell, 2000). L'OMS estime aujourd'hui à 1,6 milliard le nombre de personnes en surcharge pondérale et d'après les prévisions, ce chiffre devrait atteindre 2,3 milliards d'ici 2015 (OMS, 2006).

Pour les pays en développement confrontés à ce double fardeau de la malnutrition, le coût est très élevé. Le coût humain et financier de la prévention et du traitement de l'obésité et des maladies non contagieuses est élevé et pèse lourdement sur les systèmes de santé en place. Dans l'Union européenne (UE), le coût de l'obésité pour la société a été estimé à 1 pour cent

environ du PIB (OMS, 2006). En Chine, le coût économique des maladies chroniques liées à l'alimentation a dépassé celui de la dénutrition – soit une perte de plus de 2 pour cent du PIB (IFPRI, 2004; Banque mondiale, 2006a). En Amérique latine et aux Caraïbes, ce coût est estimé à 1 pour cent du PIB de la région (OPS, 2006).

Ces problèmes de santé liés à l'alimentation sont souvent considérés comme le résultat de choix individuels de vie sur lesquels les gouvernements ont peu de contrôle. Toutefois, les pouvoirs publics ont la possibilité d'influer sur les modes de consommation et s'y efforcent à travers

l'éducation, des mesures d'incitation et leurs politiques agricoles et alimentaires au sens large (Schmidhuber, 2007). Les pays insulaires du Pacifique, qui enregistrent les taux d'obésité les plus élevés du monde (International Obesity Taskforce, 2009), ont pris des mesures draconiennes pour traiter les problèmes de santé liés à l'alimentation. Le Gouvernement de Fidji, préoccupé par la teneur élevée en graisses de la poitrine de mouton et des croupions de dinde et par les répercussions sanitaires de l'importation de ces produits, a décidé d'interdire l'importation de poitrine de mouton et la vente de ces produits (qu'ils soient importés ou produits localement) (Nugent et Knaul, 2006; Clarke et McKenzie, 2007). S'inspirant de l'exemple de Fidji, le Gouvernement des Tonga a interdit l'importation de poitrine de mouton. En 2007, le Gouvernement du Samoa a également imposé une interdiction totale des importations de croupions de dinde pour appuyer des mesures visant à freiner le problème du développement rapide de l'obésité et des maladies non contagieuses liées à l'alimentation.

■ Transformation du secteur de l'élevage et pauvreté

La transformation en cours du secteur de l'élevage décrite au Chapitre 2 s'opère surtout dans les pays développés et dans les pays en développement qui connaissent une forte croissance économique. La production animale demeure pratiquement inchangée dans les pays les plus pauvres, où la production et la consommation de viande et de lait ont très peu progressé, voire pas du tout, au cours des dernières décennies. L'élevage reste une activité pratiquée de manière traditionnelle par de petits paysans pauvres, pour lesquels il représente un filet de sécurité important en fournissant à la fois des aliments de haute qualité nutritionnelle et une source de revenus additionnels en période de besoin. Dans ces systèmes de production traditionnels, les produits et les fonctions non marchandes de l'élevage conservent toute leur importance. Les produits de l'élevage sont transformés et commercialisés principalement à travers des circuits informels. Toutefois, même dans les pays les plus pauvres, l'émergence

d'une classe moyenne urbaine favorise le développement d'un marché formel embryonnaire qui fournit des produits certifiés, transformés et conditionnés.

Dans tous les pays où la pauvreté rurale persiste et où les perspectives d'emploi hors agriculture sont limitées, les systèmes mixtes associant culture et élevage à petite échelle restent prédominants. Selon les estimations, 90 pour cent de la production de lait et 70 pour cent de la production de viande de ruminants sont le fait de ces systèmes mixtes d'exploitation; c'est le cas également pour plus d'un tiers de la production de viande de porc et de volaille et d'œufs. Dans ces systèmes, l'élevage représente de manière générale jusqu'à un tiers du revenu agricole. Les systèmes mixtes d'exploitation apportent donc une contribution majeure aux moyens d'existence, aux revenus et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales pauvres (Costales, Pica-Ciamarra et Otte, 2007).

Dans les pays pauvres comptant des communautés pastorales, les éleveurs traditionnels tirent de leur activité leurs moyens d'existence et vendent leurs animaux vivants sur les marchés locaux. Dans certains pays de la Corne de l'Afrique et du Sahel, les éleveurs nomades vendent aussi leurs animaux vivants (bovins, ovins, chèvres et chameaux) à des exportateurs qui fournissent des partenaires commerciaux traditionnels, essentiellement au Proche-Orient et dans les centres urbains en développement des côtes d'Afrique occidentale. Toutefois, ce commerce est menacé par des normes sanitaires de plus en plus strictes. L'économie pastorale est menacée partout dans le monde: la mobilité et l'accès aux pâturages traditionnels sont de plus en plus restreints du fait des contrôles frontaliers et de l'expansion des terres cultivées ou, dans certaines parties d'Afrique en particulier, du fait des activités axées sur la conservation. En outre, le changement climatique a pour effet de rendre plus arides encore des terres arides et semi-arides, et d'augmenter la fréquence de phénomènes climatiques extrêmes tels que sécheresses et inondations. Les mécanismes d'adaptation traditionnels sont impuissants face à ces situations, et les éleveurs nomades sont de plus en plus nombreux à abandonner la production animale, de façon volontaire ou involontaire (Thornton *et al.*, 2002).

Dans les pays en développement où la hausse des revenus et l'émergence d'une classe moyenne urbaine ont stimulé la demande en produits de l'élevage, les petits éleveurs traditionnels restent présents en milieu rural, mais les zones périurbaines voient se développer des opérateurs commerciaux, avec un élevage à grande échelle plus intensif et des moyens technologiques sophistiqués, en particulier dans le secteur avicole. Des entreprises intégrées font aussi leur apparition, de grandes entreprises ou coopératives fournissant les intrants et assurant des débouchés commerciaux à des exploitations de petite ou moyenne taille sous contrat.

Sous l'effet de la croissance économique, les perspectives d'emploi hors agriculture se développent, les salaires agricoles progressent, les supermarchés étendent leur influence au-delà des centres urbains et la demande en produits de l'élevage s'intensifie encore. Les petits éleveurs commencent à se désengager de cette activité dans la mesure où ils ont moins besoin d'avoir quelques têtes de bétail, et où l'intérêt et la viabilité de l'entreprise diminuent. La taille moyenne des élevages de volailles et de porcs tend à s'accroître, alors que celle des cheptels laitiers reste souvent limitée. Même sur des marchés en forte croissance, la production et la commercialisation du lait restent parfois dominés par le secteur informel. Les opérateurs intégrés verticalement voient leur taille augmenter et acquièrent progressivement une position dominante, alors que les petits éleveurs de volailles ont de plus en plus de difficultés à subsister – ce qui ne semble pas le cas des petits éleveurs de porc.

Dans les économies en plus forte croissance, les petits éleveurs, en particulier les producteurs de volailles et de porcs, soit se tournent vers une agriculture de subsistance soit abandonnent l'élevage. Un petit nombre d'entre eux peut évoluer vers des opérations à grande échelle. Toutefois, dans de nombreux autres pays, le secteur avicole connaît un développement «à deux vitesses» qui voit coexister un élevage domestique/villageois et une production industrielle (voir encadré 6 avec l'exemple de la Chine). Cette situation est appelée à durer tant que la pauvreté rurale subsiste et que

les réglementations locales le permettent, et elle a des implications pour la santé animale et humaine qui font l'objet du Chapitre 5. Dans les pays où la consommation de volaille a peu ou pas augmenté, ce qui est le cas de la plupart des pays africains, l'essentiel de la production avicole provient toujours d'élevages domestiques et villageois, fréquemment gérés par des femmes.

Élevage et réduction de la pauvreté

L'expansion des marchés des produits de l'élevage devrait normalement offrir des possibilités nouvelles d'amélioration de leurs revenus pour les nombreux ruraux pauvres dont les moyens d'existence reposent sur l'élevage. Toutefois, si la croissance et la transformation du secteur ont créé des opportunités, il n'est pas certain qu'elles puissent être pleinement exploitées par les personnes vivant dans la pauvreté et dans des zones marginalisées. Du fait de l'évolution rapide de la demande en produits alimentaires dans certaines parties du monde en développement, le secteur de l'élevage a été appelé à produire le plus possible, le plus vite possible, au moindre coût et dans le respect de la sécurité sanitaire des aliments. L'accent placé sur la vitesse, la quantité, le prix et la sécurité sanitaire a créé un biais en faveur de la production intensive à grande échelle, en particulier dans certains sous-secteurs comme la production avicole et porcine. En revanche, la situation semble être différente dans le sous-secteur laitier, où l'on a vu des petits agriculteurs jouer un rôle prédominant pour satisfaire la demande croissante (voir encadré 7).

La nature du secteur de l'élevage a radicalement changé dans certaines régions du monde, même si les effets de cette mutation varient selon les pays, les espèces et en fonction du sexe. Les pays dans lesquels la consommation de produits de l'élevage par habitant a connu une forte hausse au cours des dernières décennies, en particulier les économies à forte croissance comme le Brésil, la Chine et l'Inde, présentent une situation très différente de celle des pays où cette consommation reste statique ou recule, comme c'est le cas pour une grande partie de l'Afrique subsaharienne. Parallèlement,

ENCADRÉ 6

Un secteur en transition – l'élevage des volailles en Chine

Au cours des dernières décennies, la Chine a été le théâtre d'un accroissement spectaculaire de la production de volailles et d'œufs, sous l'effet combiné de l'augmentation du nombre de volatiles et de la productivité croissante par animal. Les taux de conversion alimentaire des poulets dans les gros élevages ont sensiblement progressé entre 1985 et 2005 et sont actuellement comparables à ceux obtenus dans des exploitations de même taille en Europe et en Amérique du Nord. Les améliorations radicales apportées aux infrastructures de transport depuis la moitié des années 80 ont accéléré l'intensification du secteur avicole. Les chemins de fer jouent un rôle important dans la distribution des aliments destinés aux élevages et les routes dans l'acheminement de la production.

En 1985, le gros de la production provenait de plus de 150 millions de petits éleveurs, possédant chacun quelques volatiles en complément d'autres activités agricoles. Les élevages à grande échelle n'existaient pratiquement pas à cette époque. Depuis lors, l'intensification a été rapide et le secteur est caractérisé par des

élevages moins nombreux, à plus grande échelle et privés. Entre 1996 et 2005, quelque 70 millions de petits éleveurs de volailles ont abandonné ce secteur, surtout dans l'est du pays, économiquement plus développé, et à la périphérie des grandes villes. Pendant la même période, la part des gros élevages (produisant plus de 10 000 volatiles par an) est passée d'environ un quart à la moitié de la production nationale.

Aujourd'hui, le marché du poulet de chair est dominé par de grosses entreprises intégrées qui contrôlent toute la filière de production et de commercialisation: aliments destinés aux élevages, sélection, élevage en batterie et transformation. À titre d'exemple, l'une de ces grandes exploitations intégrées dans la Province de Fujian produit 50 millions de poulets par an et emploie 4 000 salariés – soit un emploi pour 12 500 volailles produites chaque année. Extrapolés à l'échelle nationale, ces chiffres indiqueraient que la filière intégrée de la production volaillière fournit approximativement 800 000 emplois (Bingsheng et Yijun, 2008). L'élevage sous contrat est la

dans les pays où la transformation du secteur est amorcée, un fossé se creuse entre la production traditionnelle à petite échelle, dans laquelle les femmes jouent un rôle actif, à une extrémité du spectre, et une production à grande échelle, intensive, largement dominée par les hommes, à l'autre extrémité.

La croissance économique continuant d'avoir un effet d'entraînement sur le développement de l'élevage, la tendance à l'industrialisation de certains pans du secteur s'intensifie. Globalement, si la forte croissance du secteur doit être considérée comme un signe positif pour le développement économique, la vitesse du changement risque d'entraîner une forte pression sur les petits agriculteurs. Certains éleveurs auront vraisemblablement des difficultés à s'adapter suffisamment rapidement pour préserver leur revenu et,

dans certains cas, leur sécurité alimentaire. L'expérience des pays de l'OCDE depuis les années 50 montre qu'un changement des structures de production requiert un ajustement de la part du marché du travail. Cependant, lorsque la transition est extrêmement rapide, comme c'est le cas de l'élevage dans de nombreux pays aujourd'hui, les implications pour la pauvreté et la sécurité alimentaire peuvent se révéler dramatiques et justifier l'intervention publique.

Ces 10 dernières années, les chercheurs et les décideurs politiques sont partis de l'hypothèse que la croissance du secteur de l'élevage était principalement déterminée par la demande (Delgado *et al.*, 1999) et que les politiques devaient avoir pour objectif de soutenir l'augmentation de la demande et d'améliorer les opportunités de marché (Banque mondiale, 2007). Cependant, des

formule la plus répandue: l'entreprise fournit les aliments et les poussins, ainsi que divers services et conseils, et rachète les volailles à maturité.

Entre 1985 et 2005, la proportion des ménages d'agriculteurs qui possédaient des volailles est tombée de 44 pour cent à moins de 14 pour cent. Toutefois, plus de 34 millions de ménages ruraux ont encore des oiseaux de basse-cour et les volailles restent une importante source de revenus et de nourriture pour les familles pauvres, surtout dans les régions occidentales du pays, moins développées. Les petits éleveurs de basse-cour jouent toutefois un rôle marginal, voire nul, face à une demande en plein essor. Alors que les chaînes de commercialisation de denrées alimentaires pénètrent de plus en plus loin dans les zones rurales et que les possibilités d'emploi non agricole augmentent, la possession de volailles n'est plus aussi vitale pour les ménages ruraux (Bingsheng et Yijun, 2008).

En Chine, le secteur de l'élevage devient dans l'ensemble moins important pour les petits agriculteurs en tant que source de revenus. Sa contribution aux

revenus est en effet tombée de 14 pour cent en 1990 à 9 pour cent en 2005 et sa part est encore plus faible dans les provinces plus développées de l'est du pays. À mesure que s'ouvrent de nouvelles possibilités d'emploi dans le secteur non agricole et qu'augmentent les revenus ruraux, le petit élevage, qui nécessite une forte intensité de main-d'œuvre, devient moins attrayant. De surcroît, les populations rurales deviennent moins tolérantes à des nuisances telles que les mouches et les odeurs, occasionnées par les animaux de basse-cour. Les ruraux travaillent de plus en plus dans des entreprises villageoises ou citadines. En outre, d'après les estimations, près de 140 millions d'anciens habitants des zones rurales sont désormais des travailleurs migrants dans les villes. La tendance qui prédomine parmi les jeunes des provinces orientales est de quitter l'agriculture et de chercher du travail dans le secteur non agricole (Bingsheng et Yijun, 2008), bien que la récente crise économique ait ralenti ou renversé cette tendance, du moins pendant un certain laps de temps.

travaux récents montrent que les facteurs liés à l'offre jouent aussi un rôle important. Dans de nombreux pays en développement, la croissance du secteur de l'élevage a de fait un effet d'entraînement sur la croissance du PIB (voir encadré 8). Il s'ensuit que les politiques visant directement à promouvoir la hausse de la productivité dans le secteur de l'élevage peuvent stimuler une croissance économique plus large. La chaîne de valeur complexe qui caractérise les produits d'origine animale – depuis les aliments pour animaux et la production animale jusqu'à sa transformation et sa commercialisation – signifie que la croissance du secteur peut générer d'importantes associations économiques et opportunités d'emploi en amont comme en aval, avec des répercussions substantielles sur la croissance bénéfiques pour les pauvres. Créer les conditions nécessaires pour que les petits agriculteurs

puissent tirer parti de ces opportunités constitue un enjeu politique majeur et implique de prendre soigneusement en compte les questions de parité entre les sexes. Il importe d'aider les petits exploitants à surmonter les contraintes liées à l'offre et à améliorer leur productivité à la fois pour leur permettre de bénéficier des gains induits par la demande et pour permettre au secteur dans son ensemble de continuer à remplir son rôle de moteur de la croissance.

La hausse de la demande continuera d'exercer une influence déterminante sur l'évolution future du secteur de l'élevage. Toutefois, les facteurs liés à l'offre, y compris la compétitivité relative des différents systèmes de production et les contraintes rencontrées par les différents producteurs, contribueront aussi à façonner le secteur et à déterminer sa contribution à la réduction de la pauvreté.

ENCADRÉ 7

Un secteur en transition – la production laitière en Inde et au Kenya

L'Inde, qui est aujourd'hui le plus gros producteur laitier du monde, a vu sa production de lait de vache et de bufflonne quadrupler entre 1963 et 2003. Pendant la même période, la taille moyenne des troupeaux a baissé. Les augmentations de production sont le résultat d'un accroissement de 40 pour cent du nombre d'exploitations qui se consacrent à la production laitière et d'une proportion accrue, au sein du cheptel national, de vaches laitières croisées. En 1982 moins de 5 pour cent des animaux du troupeau laitier indien étaient sélectionnés. Dès 2003, cette proportion avait presque triplé. Il a été estimé que 56 pour cent de la croissance de la production est due à l'augmentation du cheptel à vocation laitière et 37 pour cent à l'amélioration de la productivité des races obtenues par croisement. La production laitière des petits exploitants a été stimulée grâce au soutien reçu dans le cadre de programmes parrainés par le Gouvernement, comme Operation Flood, et à un effort important pour commercialiser le lait dans les zones urbaines (Staal, Pratt et Jabbar, 2008a).

En 1999/2000, selon les estimations, la filière laitière en Inde – comprenant la production, le traitement et la commercialisation – faisait travailler environ 18 millions de personnes, soit 5,5 pour cent de la force de travail nationale. Sur ces emplois, 92 pour cent intéressaient les zones rurales, 58 pour cent étaient occupés par des femmes et 69 pour cent par des groupes socialement et économiquement défavorisés. Les revenus annuels de la main-d'œuvre employée dans les exploitations laitières sont 2,5 fois supérieurs à ceux de l'ensemble des emplois agricoles. Pour 1 000 litres de lait produits chaque jour, 230 emplois ont été créés par les exploitations les plus petites contre moins de 18 emplois créés par les grandes exploitations commerciales. Toutefois, la plupart

des exploitations sont de petite taille, et 80 pour cent du cheptel national se trouve dans des exploitations possédant au maximum huit animaux laitiers (Staal, Pratt et Jabbar, 2008a).

Au Kenya aussi, la production laitière a augmenté de quatre fois au cours des quatre dernières décennies. Tout comme en Inde, les petits exploitants dominent la production et représentent 85 pour cent de la production nationale de lait. Deux millions de ménages élèvent du cheptel laitier au Kenya pour un troupeau national atteignant quelque 5 millions de bovins à vocation laitière, de races croisées ou exotiques. Les exploitations sont généralement petites – de 1 à 2,5 hectares selon qu'elles sont situées dans une zone à potentiel élevé ou moyen – et l'élevage laitier est souvent intégré à d'autres activités agricoles, notamment des cultures, au sein de systèmes mixtes de faire-valoir. Les systèmes de semi-pâturage ou de non-pâturage sont courants et la culture de plantes fourragères est pratiquée habituellement pour nourrir les animaux. Le lait est vendu le plus souvent sous forme de lait cru par le biais de petits négociants opérant dans des systèmes de commercialisation informels. La plupart des consommateurs kényans préfèrent le lait cru, vendu moins cher, au lait pasteurisé nettement plus coûteux. Puisque la grande majorité des personnes fait bouillir le lait avant de le boire, les risques sanitaires liés à la consommation de lait cru sont largement évités. À côté des systèmes de commercialisation informels, le marché officiel, bien organisé mais beaucoup plus restreint, fournit du lait traité et conditionné aux consommateurs urbains plus nantis (Staal, Pratt et Jabbar, 2008b). La production et la commercialisation du lait au Kenya constitue une source importante de revenus grâce aux possibilités offertes en matière d'emplois salariés et de création de micro-entreprises familiales.

Sur la base de données d'enquêtes effectuées entre 1997 et 2000, ce secteur fournirait 841 000 emplois à plein temps au niveau des exploitations agricoles, y compris les emplois autonomes, les salariés permanents et la main-d'œuvre occasionnelle. En moyenne, 77 emplois sont créés pour 1000 litres de lait produit quotidiennement (contre 1 emploi seulement pour 2 500 litres de lait par jour produits aux Pays-Bas). Les exploitations les plus petites, possédant au maximum deux vaches, créent deux fois plus d'emplois pour 1 000 litres de lait que les exploitations qui possèdent six vaches ou davantage (Staal, Pratt et Jabbar, 2008b). Les revenus des salariés à l'exploitation, quatre fois supérieurs au PIB par habitant, indiquent que le secteur laitier est beaucoup plus rémunérateur que ne le sont les travaux agricoles en général. À cela s'ajoutent les 54 000 emplois bien rémunérés du secteur de la commercialisation laitière; les salaires moyens sont trois fois supérieurs au salaire minimum garanti (Staal, Pratt et Jabbar, 2008b). L'exemple du Kenya montre que l'essor et la réussite du sous-secteur de l'élevage peuvent être dominés par les producteurs à petite échelle et représentent une source importante d'emplois et de possibilités pour les petites entreprises.

Cependant, en Inde comme au Kenya, le développement du sous-secteur de la production laitière peut avoir été favorisé par des circonstances nationales.

En Inde, la croissance du secteur laitier a dépendu en grande partie de l'élevage de bufflonnes qui, contrairement aux vaches laitières à haut rendement, sont bien adaptées aux conditions tropicales. Aujourd'hui, dans toute l'Inde, le lait de bufflonne compte pour plus de la moitié de la production laitière. Le nombre des bovins croisés augmente mais représente encore moins de 14 pour cent de la population bovine. Du point de vue culturel, le lait et les produits laitiers

prédominent comme source de protéines animales. Bien que la consommation de viande augmente, surtout parmi les jeunes Indiens, plus cosmopolites, des centaines de millions d'Indiens restent végétariens (*The Times of India*, 2005). Le secteur a bénéficié pendant plus de 50 ans d'un soutien financier et politique: la modernisation du secteur laitier a été l'une des priorités gouvernementales du tout premier Plan quinquennal, tandis que dans les années 70 le programme Operation Flood visait le développement des coopératives villageoises et des infrastructures matérielles et institutionnelles pour le ramassage, le traitement et la commercialisation du lait au niveau des districts (Staal, Pratt et Jabbar, 2008a).

Au Kenya, le secteur laitier a conservé une forte empreinte coloniale et bénéficié de conditions climatiques propices dans les hautes terres du pays, particulièrement adaptées à l'élevage des races laitières exotiques.

À l'échelle mondiale, la production et le commerce du lait sont dominés par les régions tempérées du monde développé. Le stress thermique dans les tropiques humides déprime la productivité des races bovines à haut rendement, telles que les Holsstein, ce qui confère l'avantage aux régions tempérées. La plupart des pays de la zone humide ne sont donc pas traditionnellement des pays producteurs et consommateurs de lait.

ENCADRÉ 8

Secteur de l'élevage – l'influence des facteurs liés à l'offre

Une récente étude menée par Pica, Pica-Ciamarra et Otte (2008) a constaté une relation de cause à effet statistiquement significative entre la croissance économique nationale et la croissance de la productivité du secteur laitier dans 36 des 66 pays en développement examinés. Les 36 pays ont pour la plupart une économie fondée sur l'agriculture ou en cours de transformation. Dans 33 des 36 pays, la productivité du secteur de l'élevage semble avoir été le moteur de la croissance du PIB par habitant. Dans neuf de ces pays, la relation de cause à effet était bidirectionnelle: la croissance du secteur de l'élevage stimulait l'essor économique et ce dernier avait une influence positive sur la productivité de ce secteur. Dans trois seulement des 36 pays, le lien était à sens unique, se traduisant par des augmentations de la productivité du secteur de l'élevage en fonction de l'accroissement du PIB par habitant.

Globalement, l'étude montre que le paradigme classique du rôle de la productivité agricole en tant que moteur

de la croissance économique dans les pays en développement s'applique aussi à l'élevage. Il s'ensuit que la vision de ce secteur comme étant principalement mû par des facteurs exogènes peut donner lieu à des politiques erronées. Sans nier l'importance des politiques qui permettent aux petits exploitants de réaliser des bénéfices en vendant sur les marchés à forte valeur, celles qui tendent à surmonter les principaux obstacles auxquels se heurte le développement de la production animale sont probablement tout aussi indispensables. Ainsi, les politiques visant l'amélioration de la productivité des petites exploitations devraient se concentrer non seulement sur les cultures de base mais aussi sur les produits de l'élevage qui sont parfois des aliments de base et une source importante de revenus pour de nombreuses communautés rurales dans les pays en développement.

Source: Pica, Pica-Ciamarra et Otte, 2008.

Faire reculer la pauvreté rurale à travers le seul développement agricole n'est pas chose aisée. L'enjeu pour le développement de l'élevage est de stimuler un développement des zones rurales qui bénéficie à l'ensemble des communautés rurales et non pas seulement à celles qui pratiquent l'élevage. Les politiques de développement rural peuvent par ailleurs faciliter la transformation du secteur en créant de nouvelles opportunités en matière de revenus et d'emplois.

Les politiques visant le secteur de l'élevage doivent avoir pour objectif de renforcer la compétitivité des petits producteurs autant que possible, tout en accompagnant la transition du secteur et en protégeant les ménages les plus pauvres, pour lesquels l'élevage constitue un filet de sécurité. Les pauvres doivent être appréhendés dans leur globalité, en tant que consommateurs, agents économiques et travailleurs, mais aussi petits producteurs et fournisseurs potentiels de

services environnementaux (FAO, 2007a). La dimension sexospécifique ne doit pas non plus être négligée pour s'assurer que les besoins, les priorités et les contraintes que rencontrent les hommes, les femmes, les jeunes comme les plus âgés, sont bien pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement du secteur de l'élevage.

Élevage et compétitivité

Une série d'études de cas, centrées sur des pays dont l'économie enregistre une forte croissance (Brésil, Inde, Philippines et Thaïlande), s'est intéressée à la question de la compétitivité des petits producteurs (Delgado, Narrod et Tiongco, 2008). Ces études ont montré que les gains d'efficacité relative varient en fonction de l'échelle d'exploitation, bien que de façon non linéaire: le passage d'un très petit élevage domestique à une petite exploitation commerciale (par

exemple, de 15-20 porcelets par an à 150-200, ou de 1-2 vaches laitières à un troupeau de 15-30 têtes) entraîne des gains d'efficacité significatifs; il faut ensuite, pour réaliser des gains additionnels importants, une augmentation beaucoup plus substantielle de l'échelle d'exploitation. L'intégration verticale, à travers les coopératives et différents systèmes d'agriculture contractuelle, est également associée à une efficacité accrue du fait de la réduction des coûts de transaction.

De manière générale, la capacité des petites exploitations à réaliser un bénéfice (mesure de l'efficacité de l'utilisation des ressources), autrement dit leur efficacité, est inférieure à celle des grandes exploitations, même lorsque les coûts de main-d'œuvre familiale ne sont pas comptabilisés comme tels. Les études ont examiné différents déterminants de l'efficacité, y compris le traitement des externalités environnementales. De manière générale, les petits agriculteurs consacrent plus d'efforts à l'atténuation des effets de leur élevage sur l'environnement, et donc enregistrent des coûts supérieurs.

Dans le cas des exploitations plus grandes, les données disponibles montrent que celles qui consacrent le plus d'efforts à l'atténuation de l'impact environnemental sont aussi relativement plus rentables par unité de ressource utilisée. La raison en est peut-être que les exploitations qui considèrent l'atténuation de l'impact environnemental comme prioritaire ont aussi adopté d'autres meilleures pratiques, qui ont eu pour effet de stimuler leur productivité.

Deux facteurs semblent particulièrement importants pour la compétitivité relative des petits agriculteurs: les coûts de transaction et les coûts de main-d'œuvre. D'un côté, les économies d'échelle associées aux marchés des intrants et des produits tendent à favoriser les grandes unités de production qui bénéficient de coûts de transaction inférieurs à ceux des petits producteurs. L'écart est particulièrement marqué dans le cas des productions avicole et porcine. D'un autre côté, les petits producteurs font souvent appel à une main-d'œuvre familiale, dont le coût d'opportunité est vraisemblablement plus faible, au moins lorsque cette main-d'œuvre est fournie par les femmes et les enfants et lorsque les autres options d'emploi sont limitées. Cet élément

constitue un avantage compétitif par rapport aux grandes exploitations qui elles dépendent d'une main-d'œuvre embauchée aux prix du marché, mais il a des implications sociales importantes en ce qui concerne la scolarisation des filles et des garçons.

De manière générale, les petits agriculteurs ont des coûts de transaction supérieurs à ceux des grandes exploitations. L'accès à des intrants de haute qualité (alimentation pour le bétail en particulier), au crédit et à la technologie leur est plus difficile et plus coûteux. Côté production, l'information sur les marchés est particulièrement importante sur les marchés haut de gamme, pour lesquels la qualité est importante. L'impact des coûts de transaction varie selon les pays et les secteurs couverts dans l'étude (Delgado, Narrod et Tiongco, 2008). Dans le secteur laitier, les coûts de transaction ont peu d'incidence sur la rentabilité dans la mesure où l'alimentation du bétail repose largement sur le fourrage et ne nécessite donc pas d'avoir recours au crédit. Toutefois, dans la distribution et la transformation laitière, ces coûts peuvent être plus importants et sont généralement plus élevés dans le cas des petites exploitations. Dans certains pays, ce phénomène amène les petits producteurs à abandonner l'élevage car les laiteries considèrent que travailler avec eux leur revient trop cher. Les coûts de transaction ont une plus forte incidence sur la compétitivité dans les secteurs avicole et porcine que dans le secteur laitier, en raison des besoins critiques de crédit pour l'achat des aliments pour le bétail et l'accès à l'information sur les marchés.

Réduire les coûts de transaction des petits producteurs

Il est possible de réduire les coûts de transaction élevés des petits producteurs à travers des actions collectives telles que la création de coopératives et diverses formes d'agriculture contractuelle. Les arrangements de ce type permettent aussi d'intégrer les petits producteurs à des filières à haute valeur ajoutée dont ils se trouveraient sinon exclus. Ils peuvent également favoriser l'égalité entre les sexes en garantissant un accès égal aux ressources, y compris aux actions de développement des capacités qui s'adressent indistinctement aux femmes et aux hommes. Les modalités contractuelles

sont variables mais, en règle générale, l'entreprise contractante fournit des espèces génétiquement supérieures – en particulier pour la production avicole et porcine, des aliments pour le bétail, des conseils et un soutien, ainsi qu'une garantie de commercialisation du produit final.

Les contrats formels passés avec les entreprises d'intégration concernent souvent les grands producteurs implantés en zone périurbaine plutôt que les petits producteurs ruraux. Ces contrats s'accompagnent fréquemment d'un nantissement destiné à garantir l'entreprise d'intégration contre le risque initial qu'elle supporte en décidant de travailler avec un nouveau producteur. Ces contrats formels tendent à favoriser les grandes exploitations du fait des économies d'échelle que réalisent les entreprises d'intégration en traitant avec un petit nombre de producteurs capables de fournir de grandes quantités, et des coûts de transaction élevés qu'elles évitent ainsi et qui sont associés au fait de traiter et de suivre un nombre important d'éleveurs ayant des capacités de production différentes (Costales et Catelo, 2008). De plus, l'agriculture contractuelle n'a pas toujours été bien accueillie par les petits producteurs, parce qu'elle réduit leur marge et leur indépendance (Harkin, 2004). En Chine, certaines entreprises d'intégration honoraient leurs contrats uniquement lorsque les prix du marché excédaient les prix du contrat, ce qui a eu pour effet de détourner les agriculteurs de ce type d'arrangements contractuels (Zhang *et al.*, 2004).

Les petits producteurs sont plus généralement engagés dans des relations contractuelles informelles. L'établissement d'un contrat informel requiert au préalable un capital social tel que l'appartenance à une organisation paysanne ou une réputation établie, plutôt qu'une garantie matérielle (Costales et Catelo, 2008). Les petits agriculteurs sont visés par des contrats formels uniquement lorsqu'ils représentent le système de production dominant et qu'ils sont les fournisseurs majoritaires dans la région dans laquelle l'entreprise d'intégration opère, lorsqu'ils possèdent un capital humain suffisant et lorsqu'ils sont réceptifs à des actions de formation au sein du système, ou encore lorsque l'intégration des petits producteurs dans une région

donnée est un objectif déclaré de l'entreprise d'intégration.

En règle générale, les petits producteurs ne sont pas sous contrat mais indépendants: ils produisent et vendent leur production sur les marchés au comptant. Dans une étude portant sur différents types de contrat, Costales et Catelo (2008) ont observé que l'analyse de «la capacité de l'agriculture contractuelle à intégrer efficacement et de manière rentable les petits producteurs ruraux dans des marchés à haute valeur ajoutée débouchait sur des résultats mitigés, avec quelques réussites prometteuses et de nombreux échecs». Un exemple de réussite est celui des coopératives laitières en Inde. Le succès du mouvement coopératif laitier dans le Gujarat est à rapprocher de la Révolution verte mise en œuvre en Inde et du soutien à l'agriculture en général, à travers notamment les transferts de technologie (Staal, Pratt et Jabbar, 2008a). L'exemple indien illustre l'importance de l'intégration et de l'articulation du développement sectoriel avec le développement agricole et rural plus large, au bénéfice des petits producteurs (voir encadré 9).

L'analyse des avantages de l'agriculture contractuelle pour les petits producteurs conclut donc à des résultats mitigés. Dans certains cas, l'agriculture contractuelle s'avère plus rentable que l'exploitation indépendante, mais dans d'autres – dans le cas par exemple des petits producteurs de porc aux Philippines – les exploitations indépendantes sont plus rentables. Surtout, l'agriculture contractuelle tend à favoriser la compétitivité des grandes exploitations, et pour les entreprises d'intégration, il est plus rentable en termes de coût et de contrôle de la qualité de traiter avec un petit nombre de grands producteurs plutôt qu'avec une myriade de petits producteurs.

Il semble que les petits producteurs peuvent rester en activité aussi longtemps que le coût d'opportunité de la main-d'œuvre familiale reste faible et qu'ils peuvent s'appuyer sur une quelconque forme d'organisation collective ou réseau de soutien leur permettant de réduire leurs coûts de transaction. Lorsque d'autres types d'emplois offrent une meilleure rémunération, comme c'est le cas dans de nombreuses régions développées en Chine, l'avantage compétitif des petits producteurs tend à disparaître et

ENCADRÉ 9

Les poulets Kuroiler™ – relier les élevages de basse-cour au secteur privé

Les partenaires du développement sont de plus en plus convaincus de l'importance des élevages de volailles de basse-cour pour la sauvegarde et le renforcement des moyens d'existence des pauvres dans les pays en développement. Les volailles élevées en basse-cour pour être vendues sur les marchés sont considérées comme un tremplin socioéconomique permettant aux ménages les plus pauvres d'ouvrir une brèche dans le cercle vicieux de la pauvreté et de la misère. De plus en plus, les faits démontrent que la possession de volailles peut améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus pauvres, en tant que facteur de renforcement des moyens d'existence et de promotion de l'équité en matière de parité hommes/femmes (Ahuja et Sen, 2008; Ahuja, 2004; Dolberg, 2004).

Le secteur privé est conscient lui aussi du potentiel commercial de ce type d'activité. Un reflet de l'intérêt du secteur privé pour les petits élevages de volailles est constitué par la race Kuroiler™, mise au point en Inde par Kegg Farms Private Ltd en 1993. Cette race, sélectionnée pour les marchés ruraux indiens, est fournie aux agriculteurs à travers un réseau de fournisseurs locaux.

La première année, la société a vendu plus de 1 million de poussins Kuroiler™ d'un jour. En 2005-06, elle en a vendu 14 millions – soit une croissance annuelle

régulière de près de 22 pour cent pendant plus de 10 ans. Une étude de terrain sur la production de Kuroiler™ (Ahuja et al., 2008) a montré que, dans l'échantillon choisi, une vaste proportion de ceux qui élèvent des oiseaux domestiques sont des ménages sans terre ou des paysans marginaux possédant moins d'une acre de terre. En moyenne, les ménages élevant des Kuroiler™ en ont tiré des revenus plus de cinq fois supérieurs à ceux des possesseurs d'autres types de volailles.

Plusieurs aspects de cette opération ont cependant nécessité une attention particulière. Aucun suivi n'a été assuré en matière de vaccinations, de mortalité et d'utilisation de produits pharmaceutiques aux diverses étapes de la filière. Cette question a des retombées importantes sur la réduction des risques et la diminution des pertes dans la filière. Les capacités des ménages participants à faire face aux risques sont très faibles et tout signe de risque inhérent – sous forme de foyer de maladie, par exemple – pourrait avoir un effet déstabilisant. L'étude a suggéré que pour répondre à ces questions, il faut des investissements publics ou privés pour le renforcement des compétences pour la gestion des élevages, l'analyse des moyens d'existence et la certification des intrants utilisés à toutes les étapes de la filière.

la probabilité d'un désengagement massif du secteur est forte lorsque les agriculteurs sont attirés par des emplois mieux rémunérés. Cela étant, le fait que ces paysans abandonnent l'élevage pour occuper des emplois mieux payés peut être considéré comme une évolution positive.

Politiques de l'élevage pour un secteur en transition

La croissance rapide et la mutation du secteur de l'élevage présentent à la fois des défis et des opportunités pour les petits producteurs et nécessitent des arbitrages

difficiles de la part des décideurs politiques. Les maigres ressources publiques et l'aide des bailleurs de fonds ne doivent pas être employées à résister aux forces du changement; elles devraient plutôt viser à accompagner le changement pour en tirer le meilleur parti possible pour tous les membres de la société.

La croissance du secteur de l'élevage offre des opportunités importantes pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté, mais une aide concertée, prenant en compte la question de la parité entre les sexes, est nécessaire pour aider les petits producteurs qui peuvent être compétitifs à tirer parti de ces opportunités nouvelles.

Sans soutien adéquat en termes d'innovation institutionnelle et technologique, de nombreux petits agriculteurs seront incapables d'exploiter ces opportunités pour approvisionner de nouveaux marchés, et l'écart risque de se creuser entre ceux qui réussissent à négocier avec succès le changement et ceux qui n'y parviennent pas. Certains petits producteurs seront contraints d'abandonner le secteur à mesure que les forces de la concurrence érodent leur compétitivité et que le coût d'opportunité de leur main-d'œuvre augmente. Pour nombre d'autres, l'élevage continuera de représenter une part importante de leur subsistance ou de leur stratégie de survie. La fonction de filet de sécurité que remplit l'élevage pour ceux-là doit être prise en compte, sans pour autant être confondue avec une stratégie de développement.

Une stratégie mêlant changement de politique, innovation institutionnelle et investissements est nécessaire. Le développement de capacités locales spécifiques capables de répondre au changement revêt une importance particulière. En tout état de cause, il est impératif d'envisager la gestion du secteur de l'élevage dans le contexte plus large du développement rural, autrement dit de créer un secteur rural aussi dynamique que l'industrie manufacturière et le secteur des services, et à même d'offrir un large éventail d'activités rémunératrices dans et en dehors du secteur de la production animale en soi (PPLPI, 2008).

Une innovation forte et soutenue dans les systèmes agricoles et alimentaires nationaux, régionaux et mondiaux sera nécessaire pour appuyer le développement rural. Dans le cas de l'élevage, la notion de capacité d'innovation doit être étendue pour englober l'ensemble complexe d'activités, d'acteurs et de politiques qui interviennent dans l'élaboration, l'accès et l'utilisation du savoir et de la technologie en faveur de l'innovation dans le domaine agricole et alimentaire (Banque mondiale, 2006b). La recherche doit prêter plus d'attention à la demande des utilisateurs en matière de technologie, en particulier celle des femmes et des hommes pauvres, mais aussi celle d'autres acteurs économiques clés, comme les entrepreneurs et les industriels, qui peuvent créer de nouvelles opportunités de croissance et de

bien-être (Hall et Dijkman, 2008). L'innovation dans le domaine de la production animale, de la transformation, de l'utilisation et de la distribution des produits de l'élevage survient habituellement lorsque les différents acteurs de la filière sont organisés en réseau efficace, ce qui leur permet d'exploiter de manière créative les idées, technologies et informations émanant de différentes sources, y compris de la recherche.

La viabilité des petits agriculteurs en général – et non pas seulement dans le secteur de l'élevage – reste un sujet de débat important. S'agissant de gérer la transition du secteur, une difficulté substantielle tient à l'identification des politiques qui donnent de bons résultats dans des contextes différents. Trois catégories de petits éleveurs doivent être pris en compte: i) les petits opérateurs commerciaux qui sont compétitifs et qui peuvent le rester avec des politiques, un soutien institutionnel et des investissements appropriés; ii) les petits producteurs qui pratiquent un élevage domestique uniquement à cause de l'absence d'opportunités alternatives; et iii) les ménages très pauvres qui élèvent du bétail principalement comme une sorte d'assurance ou de filet de sécurité. Les gouvernements devraient aider les petits producteurs qui sont capables de développer leur activité tout en ayant conscience que certains d'entre eux seront obligés de se désengager du secteur et auront besoin d'aide dans cette transition. Des politiques plus étendues de développement rural visant à la création d'emplois hors agriculture, pour les femmes comme pour les hommes, le long de la chaîne de valeur de la filière ou en dehors du secteur, peuvent offrir des revenus plus stables à terme aux ménages qui élèvent aujourd'hui du bétail à des fins de survie plutôt que de production.

Certains petits producteurs commerciaux sont compétitifs et à même de tirer parti des opportunités liées à la croissance. Dans une économie en forte croissance dans laquelle le secteur de l'élevage ne fait qu'amorcer sa transition, les petits producteurs ont besoin d'aide pour pouvoir participer à cette transition. Des mesures d'intervention appropriées incluent: le soutien à l'innovation technologique pour améliorer la productivité et satisfaire à des normes de plus en plus strictes en matière de

santé et de sécurité sanitaire des aliments; l'accès aux capitaux et au crédit pour financer l'investissement; l'accès aux services et aux marchés d'intrants et de produits; et l'amélioration des infrastructures de transport et de communication. La capacité d'adaptation aux changements de contexte et de conditions est cruciale pour l'avenir des petits producteurs. Cette capacité ne se limite pas aux moyens financiers, techniques et aux infrastructures; elle implique également la mise en place de procédures et de réseaux qui, conjugués aux politiques, permettront d'utiliser à des fins productives la technologie et d'autres formes de savoir et d'information (Banque mondiale, 2007).

Certains petits producteurs ne parviendront sans doute pas à rester compétitifs du fait de la concentration croissante de la filière et de son rapprochement des circuits modernes de transformation et de commercialisation. Ces producteurs auront besoin d'aide pour changer d'activité. De nombreux producteurs abandonnent l'élevage lorsque le coût d'opportunité de la main-d'œuvre familiale augmente. Le développement d'opportunités d'emploi rural hors agriculture, en améliorant la qualité et l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons, peut aider ces ménages à trouver de nouveaux moyens d'existence plus viables. Dans ce scénario, les politiques de développement en faveur des pauvres qui visent le secteur de l'élevage doivent avoir pour objectif d'accompagner la transition, en appréhendant de manière large le rôle des femmes, des hommes et des jeunes pauvres, notamment dans leur fonction de consommateurs, d'agents économiques et de travailleurs comme de petits producteurs.

Les ménages très pauvres, pour qui l'élevage sert avant tout de filet de sécurité, ont besoin de politiques et de dispositions institutionnelles qui diminuent leur vulnérabilité. La production animale risque de rester un moyen d'existence et un filet de sécurité essentiels pour les ménages pauvres pendant de nombreuses années encore. Comme le rappellent les Chapitres 4 et 5, il est nécessaire de réduire le plus possible les risques de zoonoses et de maladies d'origine alimentaire ainsi que les risques environnementaux dans l'intérêt même de ces éleveurs et de la communauté dans son ensemble (Sones et Dijkman, 2008).

Principaux messages de ce chapitre

- L'élevage représente un moyen d'existence important pour un grand nombre de femmes, d'hommes et d'enfants en milieu rural qui vivent dans la pauvreté. Il remplit un certain nombre de fonctions différentes, depuis la création de revenus et la fourniture d'intrants dans les systèmes de production mixtes jusqu'à l'amortissement des chocs environnementaux et économiques. Les décideurs politiques doivent prendre en compte les multiples fonctions que remplit l'élevage dans les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des pauvres.
- Les petits producteurs ont besoin de soutien pour tirer parti des opportunités offertes par la croissance du secteur et maîtriser les risques associés à une concurrence accrue et à un rapprochement avec les chaînes de valeur modernes. Il faut pour cela des innovations fortes et soutenues dans les systèmes agricoles et alimentaires nationaux, régionaux et mondiaux et une stratégie mêlant changement politique et institutionnel, développement des capacités, innovation technologique et investissements qui prennent en compte la parité hommes-femmes et qui soit réactive.
- Les décideurs politiques doivent tenir compte des différences entre les petits producteurs en termes de capacités d'adaptation au changement. Certains petits éleveurs ne pourront sans doute pas rester compétitifs dans un secteur qui se modernise rapidement et devront renoncer à leur élevage, du fait de l'augmentation du coût d'opportunité de la main-d'œuvre familiale. Des stratégies plus larges de développement rural visant à créer des emplois hors agriculture pour les femmes, les hommes et les jeunes peuvent faciliter leur désengagement du secteur.
- Les décideurs politiques doivent apprécier et préserver la fonction de filet de sécurité que remplit l'élevage pour les très pauvres. Dans le secteur de l'élevage, les pauvres sont particulièrement vulnérables aux zoonoses et aux risques environnementaux.